

Où vivent les élus des grandes villes ?

Cachez ce centre que je ne saurais voir

PAR
NICOLAS
LAHAUT

CARTO
KARIM
DOUÏB

Ça part d'une idée qui en amène une autre, un jour de vent, sur les pavés inconstants d'une avenue namuroise. On papote avec François, le rédacteur en chef de la feuille de chou qui vous colle aux doigts.

On lui explique que dans notre rue — la fameuse avenue où nous parlons —, une grosse artère en bordure de centre-ville, très fréquentée par les voitures, il arrive régulièrement que l'éclairage public fasse des siennes. Ça a déjà duré des semaines. Une enfilade de soirées froides, lugubres, où cette ligne droite d'asphalte plutôt tranquille prend un visage hostile.

« — Un jour, ça devait bien faire un mois et demi qu'on était plongés dans le noir. Dans un remarquable élan de proactivité, mon frerot trouve le numéro du cabinet de l'échevin des voiries. Au bout du fil, le gars semblait carrément étonné. "Pas de lumières ? Attendez, je vois avec mes équipes." Le soir même, la lumière était revenue. C'est dingue, quand même. Je ne te parle pas d'une rue perdue dans le fin fond d'un faubourg.

— Au fait (François dit souvent « au fait »), tu as remarqué qu'à Namur, aucun membre du collège communal ne vit dans le centre-ville ? Je n'ai pas en mémoire qu'il y en ait eu un depuis bien longtemps.

— De fait (je n'ai pas spécialement un usage récurrent de cette locution), et ça doit valoir tout autant pour les députés ou ministres namurois. »

En y repensant, un soir, on joue à débusquer les adresses des bourgmestres des dix plus grandes villes wallonnes. Stupeur : tous, sans exception, vivent en dehors du centre de leur ville, aux abords des campagnes. Neuf d'entre eux se brosent les dents dans une maison quatre-façades, soit autant de styles architecturaux que d'individus.

On en vient à penser que ça raconte quand même quelque chose des villes wallonnes, de ceux qui les administrent.

La Wallonie a-t-elle un problème avec ses centres-villes ? Là où les régions voisines célèbrent leurs coeurs urbains et les habitent en masse, la Wallonie politique semble s'en éloigner autant que possible, à l'image d'un nouveau gouvernement régional 100 % made in campagnes. À une époque où les enjeux de transition imposent de densifier les centres urbains, on a cherché à voir où habitent les élus des grandes villes wallonnes. Et ce que ça raconte du sapiens sapiens local, en l'an de grâce 2024.

Et puis ce lundi 15 juillet, à l'heure de la première jatte. Un gouvernement wallon inédit, bricolé dans l'urgence, qui sacre l'union régionale des droites, la main tendue face à son parlement. Cette curiosité que plusieurs observateurs relèvent rapidement : aucun des huit ministres ne provient des grandes villes de Wallonie. Le grand tournant : la Wallonie semi-rurale et périurbaine s'est emparée de tous les ministères.

C'est vrai, il y a un semblant d'exception : Céline Neven, qui vient de remettre son mandat de patronne de l'Union wallonne des entreprises, habite Namur. Mais peut-on dire de Wépion, bande verte pavillonnaire qui dévale des hauteurs vers les vastes villas des bords de Meuse, en périphérie de la ville, qu'elle s'inscrit même partiellement dans l'expérience urbaine ?

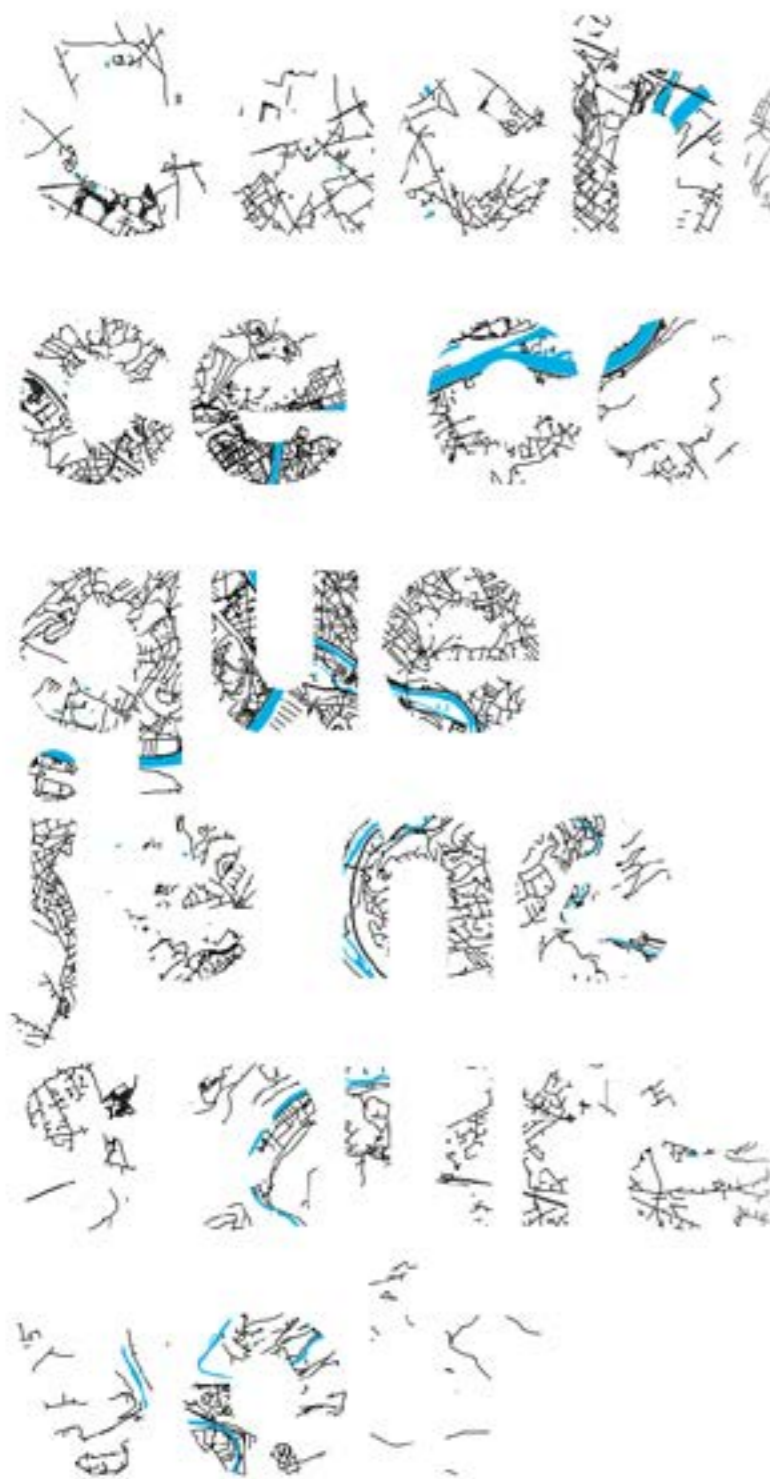
Ces observateurs y décèlent la conséquence logique d'une large victoire électorale de la droite dans ses territoires de prédilection.

Oui, mais pas seulement. Pas totalement.

Il faut aller gratter dans les cabinets, dans les administrations, dans les organismes d'intérêt public. Ce même phénomène, toujours : plus on s'élève dans la hiérarchie, plus on fiche le camp des villes. « De mon observation personnelle, complètement empirique, une part très significative des personnes qui occupent des postes clés en Wallonie sont localisées en milieu périurbain », relève François Schreuer, conseiller communal Vega (pour « vert et à gauche ») à Liège. « Le résultat, à mon sens : ceux qui prennent les décisions connaissent généralement mal la ville. »

Ya-t-il une spécificité wallonne ? Là où la France, les Pays-Bas, l'Allemagne célèbrent leurs villes, les habitent fièrement, la Wallonie les fuirait, s'en désintéresserait, les verrait tout au mieux comme des lieux fonctionnels, des endroits de passage ?

Les historiens racontent que la fuite périurbaine n'est pas neuve, qu'elle est même aussi vieille que le noir jaune rouge à la verticale. À Bruxelles,



dès la révolution industrielle, des élites montent se placer sur les hauteurs, pour tout surplomber, pour tout contrôler, pour trouver une eau plus propre que celle de la Senne, aussi. Dès le début, dans une Belgique structurée par ses piliers libéraux, chrétiens, socialistes, le mouvement vers les campagnes fait consensus. « Les socialistes voyaient les logements en périphérie, accessibles en transports publics, comme une amélioration des conditions de vie pour la classe travailleuse par rapport aux quartiers industriels sales et surpeuplés », explique Mathieu Strale, docteur en géographie et chercheur à l'ULB. « Les libéraux y trouvaient un moyen de favoriser l'accès à la propriété individuelle et d'endiguer la construction de bastions rouges. Pour les chrétiens, cette arrivée en périphérie, à proximité des paroisses, constituait une opportunité d'accroître un contrôle social. »

Dans un pays minuscule quadrillé par le rail et les vicinaux, les navetteurs des classes moyennes et bourgeoises s'épanouissent pleinement. Le phénomène explose dans la seconde moitié du XX^e siècle, en même temps que la voiture s'invite dans la vie quotidienne des Belges; cette voiture qui doit désormais tout traverser, les campagnes, les faubourgs, l'épicentre des villes. Un état, comme une seule métropole, qu'on parcourt à toute vitesse.

Et les cœurs de ville qu'on délabre, qu'on appauvrit. Là même où flotte toute la pesanteur historique de nos civilisations, là où furent construites les gares, les palais, les musées.

Un regain de conscience en Flandre, à Bruxelles, au tournant des années 2000. Une reprise en main des villes. En Wallonie, c'est une autre affaire.

Georgios Maillis, le bouwmeester de Charleroi, son architecte en chef, parle carrément de désintérêt wallon pour la chose urbaine. « Sociologiquement, le poids demeure périurbain. La vision dominante est fonctionnaliste: on travaille en ville, on vit en périphérie, on fait nos courses dans un grand centre commercial, avec un grand parking à côté, avec un réseau autoroutier dense. On peut s'amuser, on fait ce qu'on veut: on a la bagnole. Et puis on rentre chez soi. »

On a voulu aller voir de plus près dans les grandes communes urbaines. Observer à la loupe où vivent les échevins et les bourgmestres de Charleroi, de Mons, de Namur, de Liège, de Bruxelles, ceux qui sont obligés, pour exercer leur fonction, de vivre sur les terres de leur ville. Et tant qu'à faire, on a aussi regardé après les députés et les ministres établis par là-bas. Histoire de voir si notre intuition ne nous trompait pas. S'il y avait bien quelque chose à raconter.



- Ecolo - Groen
- PS - Vooruit
- MR - Open Vld
- Défi
- Les Engagés - CD&V
- PTB
- Teun foud Alidar
- Bourgmestres, échevins et présidents de CRAS
- ◆ Députés et sénateurs
- ▼ Ministres

SURFACE DE LA COMMUNE:
33 KM²
HABITANTS DE LA COMMUNE:
196.828
HABITANTS DU CENTRE:
55.966
ÉLUS DU CENTRE-VILLE:
7/33

Bruxelles-Ville

Quand on r'arrive en ville

Le pentagone, cœur historique de Bruxelles, est délimité par la petite ceinture, enfilade de grands boulevards bordés d'arbres coulés sur les anciens remparts de la ville — pour les fanzouzes de Wilfried, c'est quelque part sur ces enceintes historiques que s'affaire, au-dessus d'un adorable Hema, la rédaction la plus en vue du Royaume.

L'est du centre, côté parc Royal, est peu habité (même notre bon roi rentre quotidiennement enfiler ses savates à Laeken), principalement assailli par les bureaux, les administrations, les musées. L'essentiel de la population se concentre de l'autre côté des rues médiévales de l'hypercentre, depuis les anciens bassins portuaires, au nord, jusqu'au quartier très populaire des Marolles, dans la pointe du Pentagone.

À la lecture de la carte, on est frappé de constater que l'ensemble des élus du centre-ville s'entassent dans sa partie nord-ouest, et particulièrement autour du quartier Dansaert. Il y a là une anomalie statistique franche: un échevin et quatre députés dans cette artère symbolique du renouveau bruxellois, où vivent 7.500 habitants, et aucun parmi les 30.000 habitants du centre et du sud du Pentagone. Sur ces cinq élus, trois sont écologistes.

Il y a quelques années, Christian Vander motten, professeur émérite à l'ULB en géographie économique et politique urbaine, avait répertorié les domiciles de l'ensemble des conseillers communaux de la ville. Avec un constat très net: celles et ceux qui habitent le plus dans les parties centrales et pauvres de la ville, ce sont les écolos. « Ils sont au cœur du processus de gentrification de ces quartiers. Les conseillers des autres partis vivent dans

des coins plus riches que la moyenne des habitants de la commune. À part le PTB. Eux, on les retrouve surtout dans les zones de revenus intermédiaires, où évolue un milieu très politisé issu du monde du travail qualifié. »

Depuis une bonne vingtaine d'années, un mouvement de gentrification se déploie dans l'axe de la rue de Flandre et de la rue Dansaert, qui relie la Bourse au canal — il a moins progressé dans les Marolles, ce qui explique certainement l'absence d'élus dans ce quartier, très pauvre (28% de logements sociaux, contre 7% à Dansaert), bien qu'il soit nettement plus habité. « Il y a une remise à la mode d'une forme de vie en centre-ville, plus avancée à Bruxelles que dans les villes wallonnes, analyse Mathieu Strale. Ça s'accompagne d'une reprise en main symbolique et politique de la ville par une certaine bourgeoisie urbaine. Pour ne pas fragiliser davantage les populations locales, ça devrait s'accompagner d'une régulation des prix des loyers et de la création de logements sociaux. Or Bruxelles, comme le reste de la Belgique, se démarque de la France ou des Pays-Bas par son très faible taux de logements sociaux. »

Benoît Hellings, échevin Ecolo du Climat et des Sports, avait la petite vingtaine quand il est venu s'installer dans le quartier Dansaert, au début des années 2000. Il était chercheur à l'ULB, et avait jeté son dévolu sur le centre du Pentagone pour ses loyers attractifs et sa vie nocturne. « Mon identité d'homosexuel masculin a précipité mon choix de vie. Le monde de la nuit était déjà très bien organisé, favorisait les rencontres. Par contre, les services qu'on attend d'une ville étaient beaucoup moins développés qu'aujourd'hui. En vingt-cinq ans, j'ai vu le quartier se métamorphoser, les gens se réapproprient des rues qu'on considérait comme des coupe-gorges, les commerces de proximité fleurir un peu partout. »

Depuis les années 1960¹, le nombre d'habitants dans le centre-ville avait chuté d'un tiers, s'était surtout vidé de ses classes les plus aisées. Soucieux d'enrayer le phénomène, le collège communal et son échevin de l'Urbanisme, Henri Simons (Ecolo), avaient initié, au milieu des années 1990, des politiques de revitalisation du centre-ville, par l'entremise de contrats de quartier, la création de logements sociaux, la rénovation des espaces publics.

C'est à cette époque qu'on avait placé les premières boules qui empêchaient de se garer sur certains trottoirs du centre. Benoît Hellings sourit : « C'était mal perçu par ceux qui avaient exercé le pouvoir à la Ville de Bruxelles avant ça. Pour eux, le centre était un endroit où on venait travailler, manger un bout ou voir une pièce de théâtre. »

Les aficionados de l'émission *Strip-tease* (RTBF) ont encore en mémoire cette séquence, tournée en 1997, où Michel Demaret² (PSC), alors député régional, déambulant rue Van Praet dans son

grand imper, pestait contre ces entraves inédites à la bagnole. « Regarde un peu ce qu'ont foutu les écolos, ici. Ce sont des imbéciles. Un grand trottoir, c'est très sympathique, je le reconnais, mais dis-moi, où est-ce qu'on peut encore foutre sa voiture, ici ? Il faut vraiment être con. Le nouvel échevin Ecolo, il va te faire mourir Bruxelles, celui-là. »

Vingt-sept ans et un piétonnier plus tard, le centre-ville a vu revenir plus de 16.000 habitants. Des populations précaires, issues de l'immigration marocaine, mais aussi beaucoup d'expats, de jeunes travailleurs diplômés — souvent en colocation. Beaucoup moins de familles avec enfants, qui filent systématiquement en dehors du centre, vers le nord de la commune.

C'est le cas des échevins Arnaud Pinxteren (Ecolo) et Bart Dhondt (Groen), ou encore de la ministre Ans Persoons (Vooruit). Tous trois vivaient aux alentours du quartier Dansaert avant ça. Depuis qu'ils jouissent d'une joyeuse descendance, ils ont déménagé dans le vieux Laeken — à maximum 500 m les uns des autres — où les maisons unifamiliales, avec petit jardin, côtoient les immeubles à appartements et les maisons de rapport.

C'est l'autre enseignement de cette carte : le vieux Laeken, où le revenu médian est parmi les plus bas de toute la région — il fait partie, comme les Marolles, du croissant pauvre de Bruxelles — abrite 15% de la population bruxelloise, mais 40% des échevins, députés et ministres de la commune. « À nouveau, les écolos sont plus vers le centre-ville que la moyenne de la population laekenoise, note Christian Vandermotten. Ça reste très urbain, et plutôt des quartiers pauvres en gentrification. »

Tout l'inverse de Mutsaard, au nord de Laeken, où se localise la troisième poche d'élus de la commune. Ici, comme au sud de l'avenue Louise — où l'on retrouve le bourgmestre et un député régional MR —, les revenus grimpent et les logements sociaux sont un concept plutôt théorique.

Dansaert, le vieux Laeken, Mutsaard : 23% de la population, 70% des élus.

« Être urbain, pour moi, c'est avant tout une question de carte mentale, analyse Benoît Hellings. Tu as ceux qui voient la ville comme un endroit qu'on parcourt à pied, en vélo, en tram : les urbains. Puis une approche plus périurbaine, généralement associée à l'usage de la voiture ; la ville est l'endroit où l'on va, pas où l'on vit. Laeken présente la particularité de mélanger un peu les deux genres. Ahmed El Ktibi (échevin PS) vit dans le même quartier que Bart Dhont ou Zoubida Jellab (Ecolo), qui sont coutumiers du vélo et du tram. Lui vient toujours au centre administratif en voiture, se plaint des embouteillages. Sauf qu'on ne saura jamais donner à tout le monde une place de parking. La ville-voiture, c'est un contresens. »

Namur

Et au milieu roulait une voiture

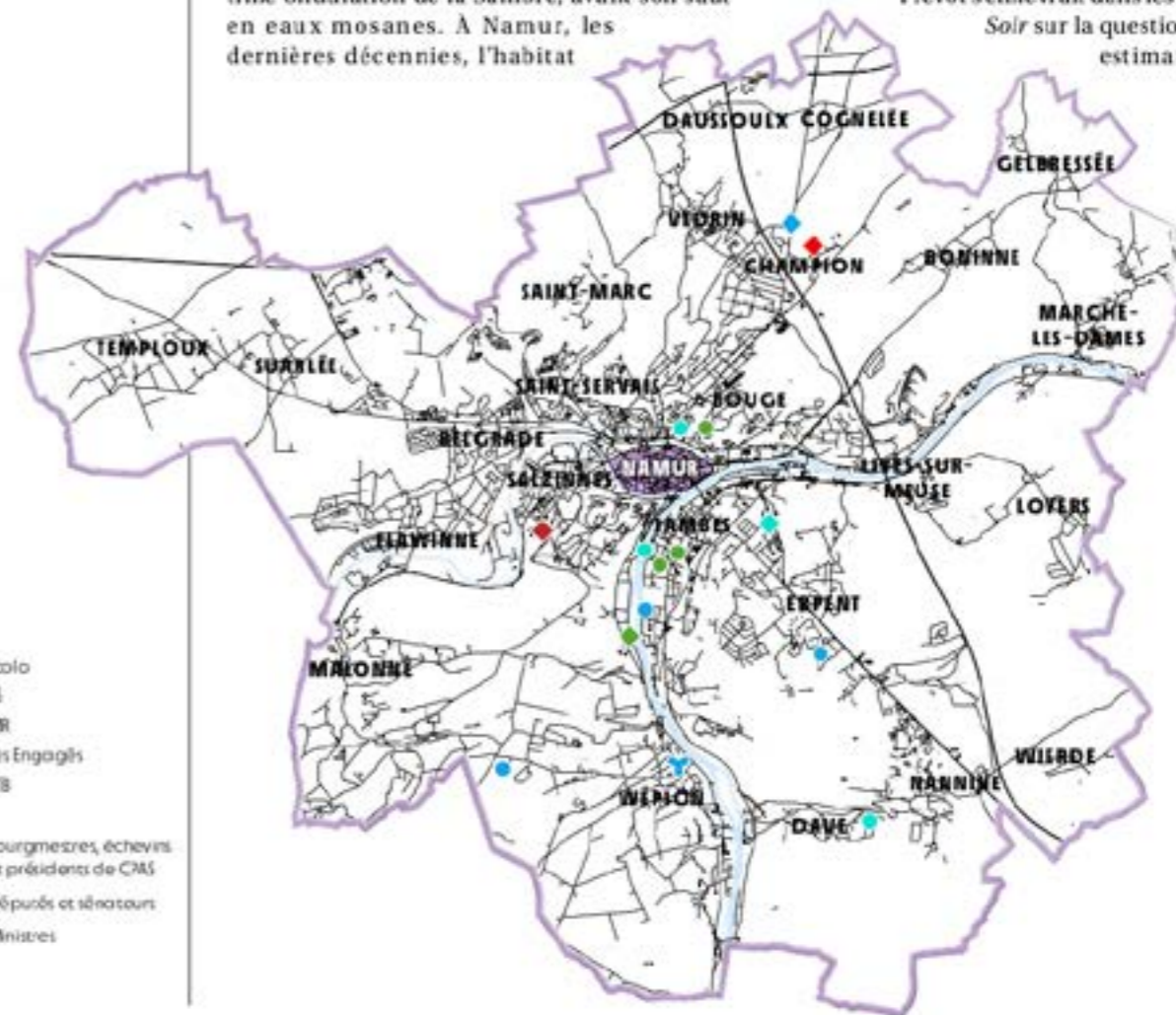
Il y avait match avec Anne Barzin, échevine MR — qui le remplaça aux fonctions municipales, en 2016 et 2017, lorsqu'il était ministre —, mais Maxime Prévot, bourgmestre de Namur, emporte bien la palme de l'élu local qui éteint, chaque soir, sa lampe de chevet le plus loin de l'hôtel de ville. On a calculé sur la carte avec une ficelle, plus de place au doute — et puis, si vous doutez quand même, mesurez avec la vôtre, zut.

Une carte qui raconte assez fidèlement cette charmante ville historique lovée dans l'ultime ondulation de la Sambre, avant son saut en eaux mosanes. À Namur, les dernières décennies, l'habitat

s'est principalement développé sous la forme de quatre-façades qui agrémentent les paysages sur les hauteurs de la périphérie. À tel point qu'aujourd'hui, lit-on dans le schéma de structure de la ville, celles-ci pèsent lourdement dans les dépenses nécessaires au bon fonctionnement de tout le territoire.

Sur les six habitations périurbaines répertoriées (quatre MR, un bourgmestre Engagés et une ancienne présidente PS de la Chambre), quatre se situent au sud de la ville, où naît le Condroz et ses étendues vallonnées. En avril dernier, Maxime Prévot s'enflérait dans les pages du *Soir* sur la question rurale, estimant que le

SURFACE DE LA COMMUNE :
175 KM²
HABITANTS DE LA COMMUNE :
114.142
HABITANTS DU CENTRE :
7.304
ÉLUS DU CENTRE-VILLE :
0/15



- Ecolo
- PS
- MR
- Les Engagés
- PTB
- Bourgmestres, échevins et présidents de CRAS
- ◆ Députés et sénateurs
- ▼ Ministres

1 Et même depuis bien avant : en 1880, le centre-ville était quatre fois plus peuplé qu'à la fin des années 1990.

2 Originaire du quartier des Marolles, ancien videur de boîte de nuit, il a été deux fois bourgmestre faisant fonction de Bruxelles entre 1991 et 1994.

Quand il était ministre-président wallon, Elio Di Rupo se promenait souvent à la nuit tombée dans la petite cité mosane au départ de Jambes. Il traversait la Meuse, vers 22 h allait chercher le Grognon, la place l'Ilon, puis rebroussait chemin. « J'étais très frappé de ne rencontrer personne. Je marchais vingt minutes et il n'y avait pas âme qui vive dans la rue. »

gouvernement wallon méprisait ses campagnes, les dépréciait grandement. Le genre de sortie qui met en rote Philippe Defeyt, ancien président du CPAS de Namur et ancien secrétaire fédéral d'Ecolo (qui habite Salzinnes, à 50 m et une passerelle de Namur intra muros). « C'est vraiment insupportable, ce type de langage, c'est à pleurer. On s'imagine ce que ça coûte d'emmener les égouts jusque chez lui ? Et l'eau, et l'électricité, et la poste ? La pauvreté, dans la ruralité namuroise, c'est la minorité. La plupart, ce sont des personnes comme lui qui ont des voitures, des revenus, des beaux jardins. Des personnes qui profitent du système, qui coûtent cher à la collectivité, qui grignotent les espaces verts. Ce sont bien plus les villes que la ruralité, qu'on méprise. »

Quand on évoque Namur, le regard de Georgios Maillès, le bouwmeester de Charleroi, se charge de spleen. « C'est une ville merveilleuse, une ville puissante. C'est une ville qui a une complexité due à son ancienneté, avec plein de strates. Le Grognon, à la confluence de la Sambre et de la Meuse, c'est le berceau de Namur, c'est son identité. Le site était déjà occupé au néolithique ! Et on y creuse un parking. Tu ne peux pas creuser un parking là, mets-le plus loin et marche. C'est vulgaire. Un parking, c'est la fonction la plus vulgaire qui soit. »

Benoît Moritz, architecte urbaniste bruxellois, a souvent travaillé avec les autorités communales. Il explique à quel point la voiture occupe une place centrale dans l'esprit des décideurs locaux. « À Namur, la voiture revient systématiquement comme un sujet à intégrer. À chaque aménagement de place, d'espace public, il y a toujours cette velléité de faire des parkings souterrains, de trouver des compensations. On passe souvent un temps bête à démontrer que ça ne vaut pas la peine, qu'on peut trouver facilement des alternatives. »

Une cabinettarde de la Ville nous raconte cette anecdote. Il y a quelques années, Arnaud Gavroy, alors échevin de l'Aménagement du territoire, avait voulu créer une plage urbaine sur la trémie qui passe en dessous du pont des Ardennes — en

simple, un petit raccourci qui permet d'éviter aux voitures de passer par un rond-point. « La réaction d'une échevine MR, toujours aux affaires, avait été instantanée : ah ! non !, je la prends tous les jours. On a fait le test : tu gagnes quelques secondes tout au plus. Et tu voudrais priver les habitants du centre d'un chouette espace public pour les grappiller... »

Retour à la carte. Comme à Bruxelles, il est frappant de retrouver l'essentiel des élus écologistes aux abords plus modestes de la ville. Et principalement à Jambes, ce prolongement naturel du centre sur la rive droite de la Meuse, dont l'essor fut précipité par l'installation du siège du gouvernement wallon et de son armée de fonctionnaires au début des années 1990.

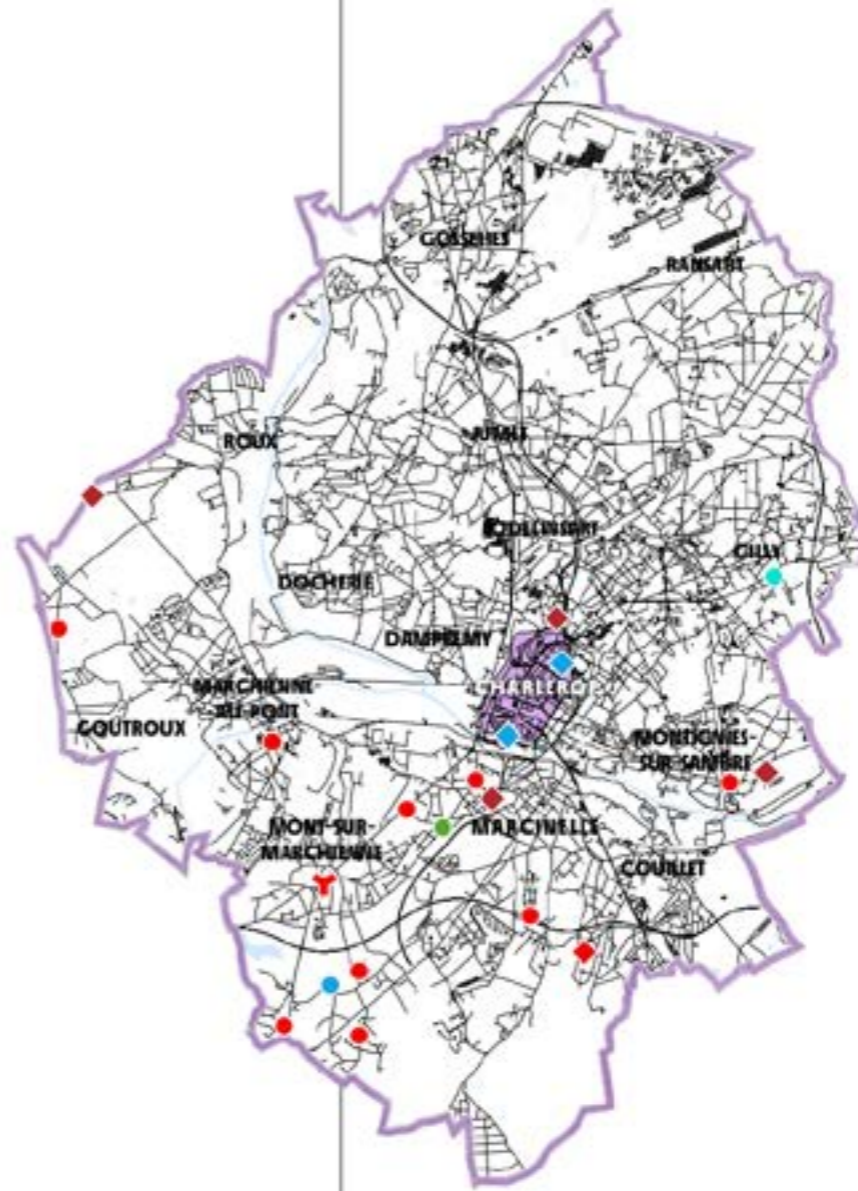
Quand il était ministre-président de la Wallonie, Elio Di Rupo dormait à l'occasion à Jambes. Promeneur noctambule, il exportait dans la petite cité mosane ses habitudes montoises. Il traversait la Meuse vers 22 h, allait chercher le Grognon, la place l'Ilon, puis rebroussait chemin. « J'étais très frappé de ne rencontrer personne. Je marchais vingt minutes et il n'y avait pas âme qui vive dans la rue. »

Si le cœur de ville n'est pas densément peuplé, il a quand même récupéré, avec constance, des habitants, les dix dernières années. « Namur s'en sort beaucoup mieux, de façon générale, que la plupart des grandes villes wallonnes, constate Christian Vandermorten. Bon, je dirais presque qu'ils n'ont pas de mérite : l'apport de l'administration a beaucoup aidé. Et puis Namur, qui avait très peu d'industries, n'a pas grandement souffert économiquement de son déclin en Wallonie. »

Namur est d'ailleurs la seule des grandes villes wallonnes à jouir d'un centre-ville commercial plein de vitalité. La chose tient certainement à un petit détail. « Jusqu'ici, la ville a résisté à la tentation d'implanter des grands centres commerciaux périphériques, explique Dimitri Belayew. Je suis frappé, à chaque fois que je passe, de voir fleurir de nouvelles enseignes qui n'existaient pas il y a peu. On ne voit pas ça à Mons ou à Charleroi. »

Charleroi

Debout les morts



- Ecolo
- PS
- MR
- Les Engagés
- PSB

- Bourgmestres, échevins et présidents de CPAS
- ◆ Députés et sénateurs
- ▼ Ministres

SURFACE DE LA COMMUNE:
102 KM²
HABITANTS DE LA COMMUNE:
204.322
HABITANTS DU CENTRE:
10.979
ÉLUS DU CENTRE-VILLE:
2/20

Il s'appuie sur sa table, balaie du regard la petite assemblée. « Vous dites, monsieur Magnette, que c'est une honte de comparer le centre à la série Walking Dead. Mais qui, ici, y habite à part moi ? » Nicolas Tzanetatos, conseiller communal et député régional MR, savoure son petit effet : aucune main ne se lève au conseil communal de Charleroi.

De fait, parmi les élus que nous avons répertoriés dans la commune, il est le seul à habiter le centre-ville. Denis Ducarme (MR), député fédéral, y est bien domicilié depuis 2021, mais il est de notoriété publique qu'il n'y vit pas beaucoup. Ça fait sourire tout le monde, quand on l'évoque.

Ce que dénonce Nicolas Tzanetatos, ce jour-là, et que beaucoup de ses collègues libéraux fustigent dans l'ensemble des villes analysées dans ce dossier, c'est l'insécurité dans les rues du centre, gâtées, explique-t-il, par les junkies, les dealers, les voyous, les larcins, la saleté. Quand il a emménagé ville haute, en 2018, dans le bâtiment où il avait déjà son cabinet d'avocat, Nicolas Tzanetatos était avant tout porté par la volonté de montrer l'exemple. S'il arrivait à vivre paisiblement dans le cœur de Charleroi, il convaincrerait plus facilement les gens autour de lui de faire de même, d'investir dans la ville. « Mais il faut dire ce qui est : on n'est pas aidés. Je n'oserais jamais laisser mes filles aller à pied à l'école. Je me suis fait casser les vitres de ma voiture plusieurs fois. Le centre est bourré de logements vides, mais le revenu cadastral coûte un rein. Et on ne sait plus garer sa voiture nulle part sans vendre l'autre (il parle de son deuxième rein).

On n'a pas fait les choses assez progressivement pour favoriser des alternatives à la voiture. Résultat : ceux qui veulent boire un verre ou s'offrir une soirée au ciné préfèrent aller à l'extérieur de Charleroi, là où le parking est gratuit. À l'intérieur : c'est Walking Dead. »

Un siècle plus tôt, Charleroi avait pourtant bien fière allure. La deuxième plus jeune ville de Belgique³, après Louvain-la-Neuve, forte de ses gisements de houille, de ses hauts fourneaux, de ses verreries, avait même propulsé la Belgique au rang de puissance mondiale industrielle. Dans le centre était venue s'installer une bourgeoisie libérale faite d'avocats, de médecins, de commerçants, de couturiers. En dehors, une urbanisation ouvrière anarchique s'était agrégée au fil de décennies autour des charbonnages — « encore aujourd'hui, c'est impossible pour un non-Carolo de se repérer dans les différents quartiers, parce qu'il n'y a pas de grandes avenues qui les structurent », explique Thomas Dermine, secrétaire d'État pour la Relance économique et tête de liste PS aux élections communales. La bourgeoisie industrielle qui œuvrait dans la ville, les Boël, les Solvay, les Janssen, n'ya jamais vécu. « C'était un tout petit centre, sans pesantier historique, avec une bourgeoisie très récente, rien à voir avec celle de Liège qui y était implantée depuis des siècles », compare Christian Vandermotten. Quand l'industrie s'est écroulée, cette bourgeoisie peu enracinée s'est fait la malle.

À partir des années 1960, la ville et ses alentours ont violemment subi le choc de la désindustrialisation. « Quand j'étais gamin, dans les années 1950, la bourgeoisie était encore extrêmement présente dans le centre, c'était très visible », explique Dimitri Belayew, géographe de la région. « En quelques décennies, les rues se sont vidées des commerces et des habitants. La population s'est appauvrie, le bâti s'est dégradé. On a voulu faire pénétrer la circulation automobile dans une ancienne forteresse, un site inatteignable, d'où la morphologie du ring qui encadre le centre, sur pilotis au sud, en tunnel au nord. Ça a détruit des quartiers et engorgé une ville qui avait déjà été polluée par l'industrie. »

Dès la fin du XIX^e siècle, et particulièrement

dans l'entre-deux-guerres, une partie de la bourgeoisie avait déjà migré vers le sud de Marcinelle et de Mont-sur-Marchienne, sur les hauteurs, en lisière des massifs forestiers. Ce sont toujours des quartiers chics, aujourd'hui. Pas étonnant d'y retrouver un petit tiers des élus répertoriés dans la commune. Plus surprenant : une bonne partie d'entre eux est plutôt située dans les quartiers à difficulté, dans le vieil axe industriel ouvrier. « Le bas de Marchienne, c'est une ruine, le bas de Marcinelle, ce n'est pas le mieux non plus. C'est marrant : ils sont tous au sud de Charleroi, mais pas forcément dans les beaux quartiers. Et il n'y a quasiment personne au nord. Ça, c'est extraordinaire, je ne me l'explique pas », s'étonne Christian Vandermotten.

C'est l'observation la plus frappante de cette carte : deux élus au nord du centre, où vivent quelque 80.000 habitants, contre quinze au sud. « Le nord de Charleroi, c'est souvent moche et plein d'avions. Le sud, c'est le début de la botte du Hainaut... C'est plus vert et joli. C'est comme la concentration d'élus namurois à Wépion, La Plante ou Erpent : ces gens-là ont du goût et des sous... », souffle un membre du PS. « Et même dans le bas de Mont-sur-Marchienne ou de Marcinelle, qui ressemble plus au centre de Charleroi, il y a vite des petits îlots bourgeois. »

Journaliste politique au *Vif*, Nicolas De Decker vient lui aussi d'acheter une petite bicoque à Mont-sur-Marchienne, non loin de chez Thomas Dermine, parce que bon, c'est quand même trois fois moins cher qu'à Bruxelles où il vivait depuis vingt ans. Il explique que depuis quelques années, on observe un mouvement économique vers le nord de Charleroi et plus résidentiel vers le sud. « "Montsur", comme disent les jeunes branchés, c'est l'extrême sud de Charleroi. Une bonne partie des gens qui sont forcés de se domicilier à Charleroi pour exercer un métier qui, parce qu'il paye bien, leur permettrait d'aller vivre ailleurs, échouent là. Parce que c'est beau, parce que c'est vert, parce que c'est vallonné. Paul Magnette, Thomas Dermine, Olivier Chastel, les receveurs et secrétaires communaux du CPAS vivent là. »

« Avant, c'était une ville de barrières. La ville basse qui a toujours eu un ADN commercial, était devenue un immense parking assez glauque. Tout ça a changé. Petit à petit, on retrouve des gens qui viennent habiter, faire leur shopping, manger... Des gens qui viennent réutiliser la ville. »

Georgios Maillis, maître architecte de Charleroi

« Okay, Magnette ne vit pas dans le centre, mais on voit qu'il lui a accordé une priorité absolue, avec une vision forte et articulée, surtout dans son premier mandat », note Benoît Moritz. Et c'est vrai que parmi les géographes et urbanistes consultés, tous reconnaissent à Paul Magnette, bourgmestre de Charleroi depuis 2012, une action forte pour rafraîchir et revitaliser le centre à travers de nombreux grands chantiers emblématiques.

Cette 220^e plus grande ville d'Europe qui, contrairement aux 219 qui la devancent, n'avait pas d'université, a vu, en septembre 2023, 4.000 étudiants débarquer dans un campus fringant sur lequel le collège bossait depuis dix ans. Paul Magnette a voulu redoter solidement sa ville haute — la moitié nord de la ville, l'ancienne forteresse militaire, où se sont toujours concentrées les institutions politiques, administratives et culturelles — de fonctions essentielles : un grand hôpital, un hôtel de police, une caserne des pompiers, un palais des expositions...

Georgios Maillis, maître architecte de la ville, l'unique bouwmeester de Wallonie⁴, défend un centre plus ouvert, plus agréable à vivre. « Avant, c'était une ville de barrières. La ville basse (la moitié sud de la ville) qui a toujours eu un ADN commercial, était devenue un immense parking assez glauque. Il n'y avait pas de terrasses car peu d'espaces publics où on se sentait bien. Tout ça a changé. Petit à petit, on retrouve des gens qui viennent habiter. On retrouve des gens qui viennent faire leur shopping, qui viennent manger, qui viennent réutiliser la ville. »

Quand on circule dans la ville basse, en grande partie piétonne, on constate bien un regain de vie autour des quais de Sambre entièrement réaménagés. La place Verte, où le commerce était à l'agonie, a aujourd'hui l'allure d'une immense agora où se succèdent marchés et événements. Mais l'affluence reste encore timide. La rue de la Montagne, qui débordait de boutiques pleines de vie le siècle dernier, et qui fait la jonction entre la ville basse et la ville haute, est aujourd'hui un paysage de désolation, enfilade de vitrines couvertes de cartons, de volets abaissés, de tags bon marché.

L'essentiel du regain marchand se concentre dans les murs immenses de Rive gauche, le centre commercial qui borde la place Verte depuis 2017. Un projet concrétisé par Magnette, mais dont le bourgmestre avait hérité des années Van Cauwenberghe, et qui était déjà en partie scellé avec les promoteurs. Et qui divise les observateurs : certes Rive gauche s'ouvre sur le centre-ville, certes il amène des foules qui, avant ça, ne pénétraient plus Charleroi. Mais suffit-il à redonner vie au centre ? « Ils ont quand même coupé Rive gauche du commerce historique de la ville », regrette Christian Vandermotten. « C'est une enceinte. L'objectif des promoteurs, c'est de capter les clients, qu'ils ne s'en aillent pas consommer ailleurs. La rue du Collège, qui était commerciale, elle est face à un mur nu avec une volonté évidente de n'avoir aucune ouverture, aucune vitrine en direction de la ville. »

Sauf twist improbable, Thomas Dermine sera le prochain bourgmestre de Charleroi. Il explique que Paul Magnette a permis de corriger les anomalies historiques de la ville, qu'il a reconstruit un squelette urbain sur lequel il se verrait bien « greffer de la chair humaine ». Pour attirer des nouveaux résidents, faire revenir la classe moyenne, il mise sur un tryptique sécurité-propreté-mobilité. Plus de caméras dans les rues, plus de police de proximité, plus de places de parking gratuites. Rien que ne bouderait le MR de Nicolas Tzanetatos. Quand on le taquine sur le sujet — et sur sa vie en périphérie de la ville —, l'enfant de Charleroi se défend. « Certains se sentent encore en insécurité, même si la violence a diminué. Quand des commerçants te disent qu'à cause des restrictions à la voiture, ils ont perdu une clientèle de la périphérie, avec un certain pouvoir d'achat, des gens qui ne sont malheureusement pas près de prendre le bus pour venir en ville, que ça met ces commerces en péril, il faut savoir l'entendre aussi. Je suis un Carolo jusqu'au boui des ongles, je suis un gamin du centre-ville. J'y suis tout le temps, mes enfants y sont tout le temps. C'est comme ça qu'on sent sa ville. Je ne pense pas que c'est l'endroit où tu habites en son sein qui importe : l'important c'est de la vivre au quotidien. »

⁴ Architecte indépendant choisi pour œuvrer en matière de développement urbain. Les quatre autres bouwmeesters belges travaillent pour la Région flamande, Bruxelles, Anvers et Gand. Certains plaident pour des bouwmeesters wallon et liégeois.

³ Charleroi a été créé en 1666, par le roi d'Espagne et des Pays-Bas, qui s'appelait Charles (il ne faut pas aller chercher bien loin), et qui y éleva une forteresse militaire pour se protéger des Français.

Liège

L'échangeur autoroutier

La carte de Liège laisse apparaître une belle présence d'élus dans le centre-ville et ses abords directs. C'est une singularité de l'ancienne principauté, qui la distingue de Bruxelles, de Mons, de Charleroi ou de Namur: les frontières du centre sont ardues à tracer. Où finit-il précisément, où commencent les faubourgs? Vit-on dans le centre quand on habite en Outremeuse, à Angleur, dans les Vennes, ou dans le Laveu?

La plupart des locaux répondront par l'affirmative, bien qu'on retrouve encore dans les habitudes langagières des Liégeois au front plissé — pourtant de purs urbains — cette idée « qu'on va à Liège » lorsqu'on rejoint le cœur historique de la cité. « Cela dit, on sent chez eux cette fierté revendiquée d'habiter en ville, constate Benoît Moritz. Un sentiment fort d'appartenance. Ça leur est très spécifique: on ne retrouve pas ça à Namur ou à Charleroi. La ville forge l'identité liégeoise. »

Dans un rayon de deux kilomètres autour de la place Saint-Lambert, on identifie douze échevins ou députés sur les seize répertoriés dans toute la commune. Il faut dire que des quatre plus grandes villes wallonnes, Liège est de loin la plus dense, celle dont le territoire communal est le plus restreint, aussi. Deux fois plus petit que Mons, presque trois fois plus petit que Namur. Quand on s'éloigne du cœur de ville pour aller chercher la campagne, on sort bien vite des limites de la commune. « Liège a raté la fusion, en 1977. Pour faire une entité cohérente, on aurait dû incorporer plus de communes. Si Liège avait la superficie de Charleroi, elle compterait presque le double d'habitants », note Dimitri Belayew.

Ce choix de fusionner petit aura de coûteuses conséquences: à partir des années 1970, comme dans la plupart des grandes villes, de nombreuses familles de la classe moyenne et de la bourgeoisie se mettent à filer vers les zones périurbaines. Le mouvement n'a jamais vraiment cessé, appauvrissant progressivement Liège. Privées des taxes sur ces plus hauts revenus, les finances communales en prennent un fameux coup.

Il reste que le centre-ville, bien plus qu'à Charleroi, a conservé après la désindustrialisation

une partie de sa bourgeoisie libérale. « Il y a à Liège une élite ancrée en ville depuis le Moyen Âge, explique Christian Vandermorten. Certains se sont bien sûr échappés vers le Condroz ou la vallée de l'Ourthe, mais la fuite périurbaine est moins marquée qu'ailleurs. »

C'est pour ça qu'on retrouve dans le centre une population en partie garnie d'universitaires, de métiers à hauts revenus, une bourgeoisie vieillissante, aussi, à laquelle se mêlent des profils bien plus précaires, qui se concentrent dans les quartiers aux marges du centre historique.

Rien de contre-intuitif, quand on se penche sur la carte, à retrouver un échevin libéral aux abords de l'élégant parc d'Avroy, à débusquer un député Engagés dans la rue du Louvrex. Le quartier, historiquement bourgeois, peuplé de bâtisses néoclassiques avec jardin, est surnommé le petit Paris liégeois pas les agents immobiliers du coin. On y retrouve toutes les commodités d'usage: proche de la gare TGV, du centre historique, de l'autoroute. En deux minutes, éjection de liquide anti-gel sur pare-brise incluse, on rejoint la E25 à destination de partout.

C'est l'héritage de la seconde moitié du siècle passé et d'un goût prononcé des politiques publiques pour le déplacement en automobile: Liège est éventrée par les bandes de bitume à grande vitesse. En témoigne la croix autoroutière qui défigura à jamais la place Saint-Lambert, berceau de la ville, et raya de la carte des pans entiers de quartiers et de places historiques. « De ce point de vue là, Liège a cassé son centre-ville », regrette Christian Vandermorten. « Et ce n'est pas l'unique fait des socialistes. L'entreprise a été initiée par Jean Lejeune, échevin libéral des Travaux publics dans les années 1960. Il a tout sacrifié sur l'hôtel de la baignoire. Il avait beau être historien, l'homme n'avait de considération que pour les livres et les archives. La pesanteur historique de la ville, il s'en foutait princièrement. »

C'est à cette époque que le quartier Cathédrale Nord, entre la place Saint-Lambert et la Meuse, commence à sérieusement flancher. Les vieux Liégeois du coin, les familles, les artisans plient tous bagages. Les rues deviennent un lieu de transit,

SURFACE DE LA COMMUNE:

69 KM²

HABITANTS DE LA COMMUNE:

195.778

HABITANTS DU CENTRE:

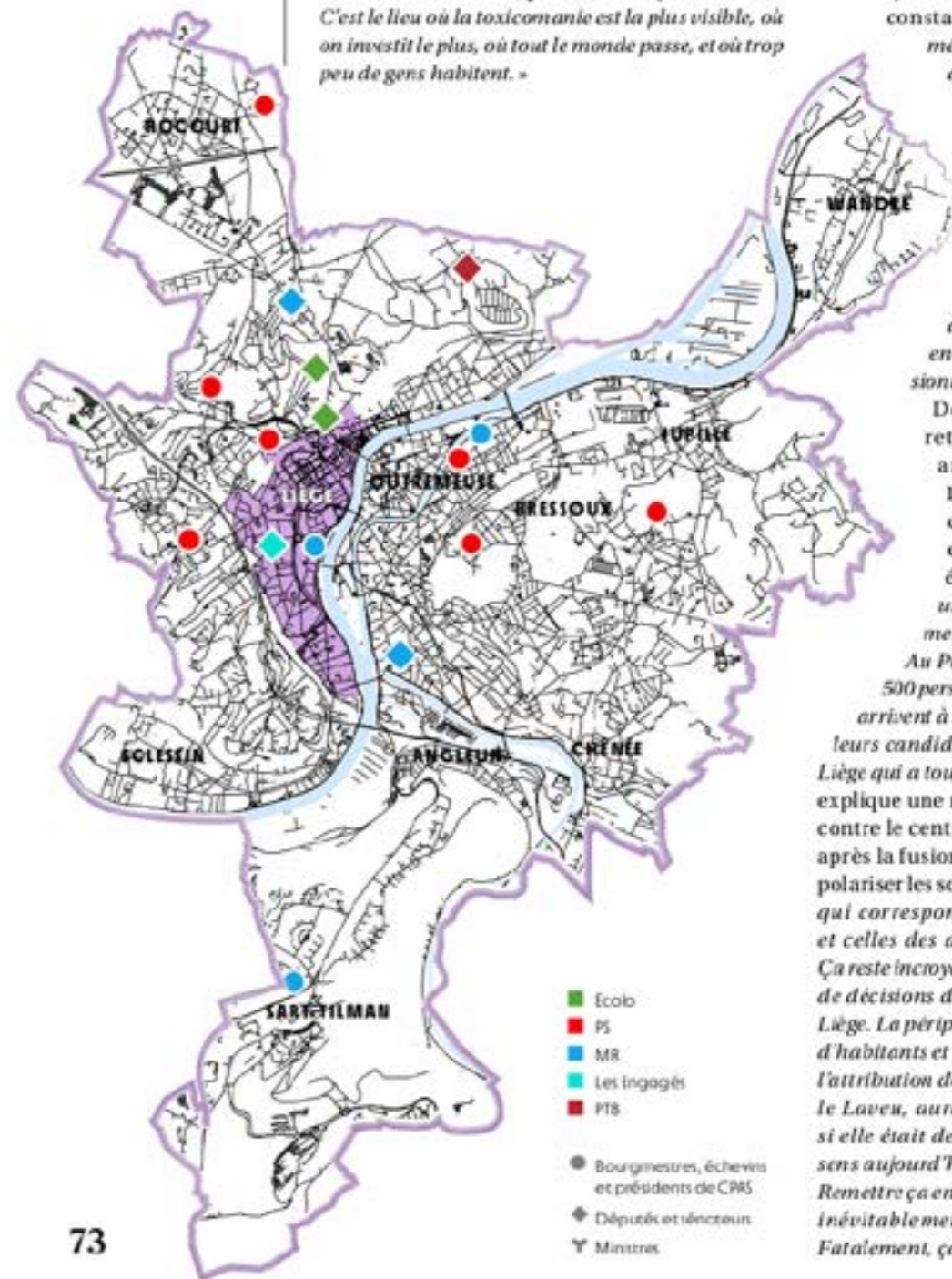
27.017

ÉLUS DU CENTRE-VILLE:

4/16

fragilisé, où se croisent les dealers, les toxicos et les prostituées. « Quand j'étais ado, au milieu des années 1990, mes parents m'interdisaient de passer par là, alors que c'était de loin le chemin le plus court pour revenir de l'école », se souvient François Schreuer.

Depuis quelques années, il y a une reprise en main politique du quartier, la volonté d'en faire une sorte de Marais liégeois. Un lieu branché avec des boutiques à la mode, des bidules vintage qui encanaillent les touristes. Quelques habitants reviennent, aussi. « Après, l'hypercentre, c'est un peu le lieu de tous les excès, poursuit François Schreuer. C'est le lieu où la toxicomanie est la plus visible, où on investit le plus, où tout le monde passe, et où trop peu de gens habitent. »



Le Marais sauce lapin se gentrifie, comme un peu plus au nord, dans l'axe Pierreuse-Sainte Marguerite, où vivent deux élus écologistes et un socialiste. Les plus gradés du collège, bourgmestre et première échevine (ancienne présidente du Sénat), ont préféré aller chercher de la hauteur, de la verdure et les commodités d'une quatre-façades. L'un à Jupille, l'autre au Sart Tilman, dans cette excroissance communale boisée où l'on décida, à la fin des années 1960, de décentrer l'université jusque-là établie sur la rive gauche.

« Ça a accru les problèmes de mobilité et certainement pas aidé à rendre le centre plus attractif, constate François Schreuer. Si on lit les mémoires du recteur Marcel Dubuisson, qui a été le principal pilote de la décentralisation de l'université, on sent qu'il rêve d'un campus à l'américaine. Comme on a rêvé, ces dernières décennies, de grands malls à l'américaine qui ont tué les commerces des centres. Sauf qu'il en a fait une version déformée, en pire, à dix kilomètres de Liège, avec plein d'étudiants qui circulent en voiture et ne s'arrêtent que très occasionnellement dans le centre. »

Dernière curiosité sur la carte: on retrouve trois échevins à Bressoux, ancienne commune habitée par 12.500 habitants (soit 30 % du collège pour 6 % de la population) et en grande partie fragilisée. Une élue MR et deux PS. « Bressoux, c'est une section du PS qui est extrêmement bien organisée, très dynamique. Au Premier Mai dernier, il y avait plus de 500 personnes présentes là-bas. Nos militants arrivent à mobiliser beaucoup d'électeurs pour leurs candidats, dans la périphérie ouvrière de Liège qui a toujours massivement voté socialiste », explique une membre du PS local.

La périphérie contre le centre: une réalité qui, un demi-siècle après la fusion des communes, n'en finit pas de polariser les socialistes liégeois. « Il y a les sections qui correspondent à l'ancienne ville de Liège, et celles des anciennes communes fusionnées. Ça reste incroyablement structurant dans les modes de décisions de l'Union socialiste communale de Liège. La périphérie est plus importante en nombre d'habitants et en militants. C'est ça qui détermine l'attribution des postes. Maggy Yerna, qui vit dans le Laveu, aurait certainement été bourgmestre si elle était de la périphérie. Ça n'a plus aucun sens aujourd'hui, mais cet antagonisme persiste. Remettre ça en question rebattrait les cartes. Avec, inévitablement, des gagnants et des perdants. Fatalement, ça ne chauffe pas tout le monde. »

5 En 1961, 41% de la population vivait dans les limites actuelles de la commune, 32% dans la première couronne (Ans, Herstal, Seraing, Beyne-Heusau, Fléron et Chaudfontaine) et 27% dans la troisième couronne (Visé, Grâce-Hollogne, Esneux, Flémalle, Sumagne, Trooz...). En 2011, ces chiffres passaient à 32%, 33% et 35%. Aujourd'hui, on en est à 31%, 33% et 36%.

Mons

La ville nouvelle

D'un adroit mouvement du pouce et de l'index, Georgios Maillis agrandit la carte sur l'écran de son téléphone. Le bourgmestre de Charleroi insiste: il faut voir ça d'en haut, en image satellite. « À droite, c'est Mons, avec le ring autour, sur les anciennes fortifications de la ville, assez classique. À gauche... on dirait encore Mons! Même forme et tout. Sauf que c'est le centre commercial et son zoning. C'est un miroir du centre-ville. C'est complètement hallucinant. »

« Même pour aller du centre commercial à Ikea, tu ne sors pas du complexe des Grands prés. Tout est imbriqué. C'est une mégamachine où tu as des milliers de gens qui passent tous les jours et qui ne mettent pas un pied dans le centre. »

Benoît Moritz, architecte et urbaniste

La ville miroir correspond aux Grands prés. Plus de 100.000 m² d'hypermarché, de galerie commerciale, 4.600 places de parking — avec borne de recharge électrique — et même un Ikea, depuis 2016. Collés au centre de Mons, juste en dehors. Depuis la ville, il faut emprunter l'impressionnante gare passerelle, construite pour l'occasion sur les ruines de la précédente, pour franchir le rail, franchir le ring, et rejoindre les convoités marchands du temple. « Quand il a inauguré les Grands prés, en 2003, Elio Di Rupo appelait ce centre commercial "la ville nouvelle". Ça m'a marqué, à l'époque. Ça en disait long sur ce que ça allait devenir », se souvient Benoît Moritz.

Depuis juin dernier, Elio Di Rupo est député européen. Il vit dans le centre-ville de Mons, l'un des trois élus socialistes répertoriés sur la carte. Il y vivait déjà en 2003, quand il était bourgmestre, et qu'il coupait d'un franc coup de ciseaux le ruban

inaugural de la ville nouvelle. « C'est bien la preuve qu'il ne suffit pas de vivre dans le centre pour faire les choses adéquatement », ironise Christian Vandermotten. « Je crois que comme ailleurs en Wallonie, les socialistes ont été obnubilés par la rénovation formelle de la ville. Une espèce d'inscription technocratique dans le mainstream à l'américaine: si une ville fait un grand centre commercial en périphérie, l'autre estime impératif de le faire aussi. C'est terrible: les Grands prés, ça a démoli le commerce du centre de Mons. »

Et c'est vrai que depuis lors, les échoppes du piétonnier de Mons ont pris du solide plomb dans l'aile. Un quart des surfaces commerciales sont inoccupées. Il faut dire que lorsqu'on glisse sa voiture sur le parking de la ville nouvelle, rien, sinon l'envie de flâner dans de jolies rues, n'encourage le client à rejoindre l'ancienne. « Même pour aller du centre commercial à Ikea, tu ne sors pas du complexe. Tout est imbriqué. C'est une mégamachine où tu as des milliers de gens qui passent tous les jours et qui ne mettent pas un pied dans le centre », poursuit Benoît Moritz.

Elio Di Rupo se défend de toute bourde politique. Si on n'avait pas construit le centre commercial à la sortie de la ville, on l'aurait fait à dix ou vingt kilomètres du centre et plus personne n'aurait bougé jusqu'à Mons. Et il n'y avait pas la place pour le mettre à l'intérieur de l'enceinte urbaine. Et puis de toute façon, Charleroi a mis Rive gauche à l'intérieur de son centre, et sa clientèle n'explore pas davantage les commerces alentour. « Par contre, à Mons, ça a permis un développement d'immeubles avec énormément de logements, à côté du complexe. »

Mais venons-en à notre carte — sur laquelle le lecteur peut bien sûr jouer à décoder la ville miroir. On y voit trois élus dans le centre-ville — et deux autres à ses abords directs — qui, malgré le grand transfuge périurbain, a réussi comme à Liège à préserver une partie de sa bourgeoisie. « Mons est une ville d'origine médiévale, il reste beaucoup de vieilles familles montoises. Alors que pour trouver

SURFACE DE LA COMMUNE:

147 KM²

HABITANTS DE LA COMMUNE:

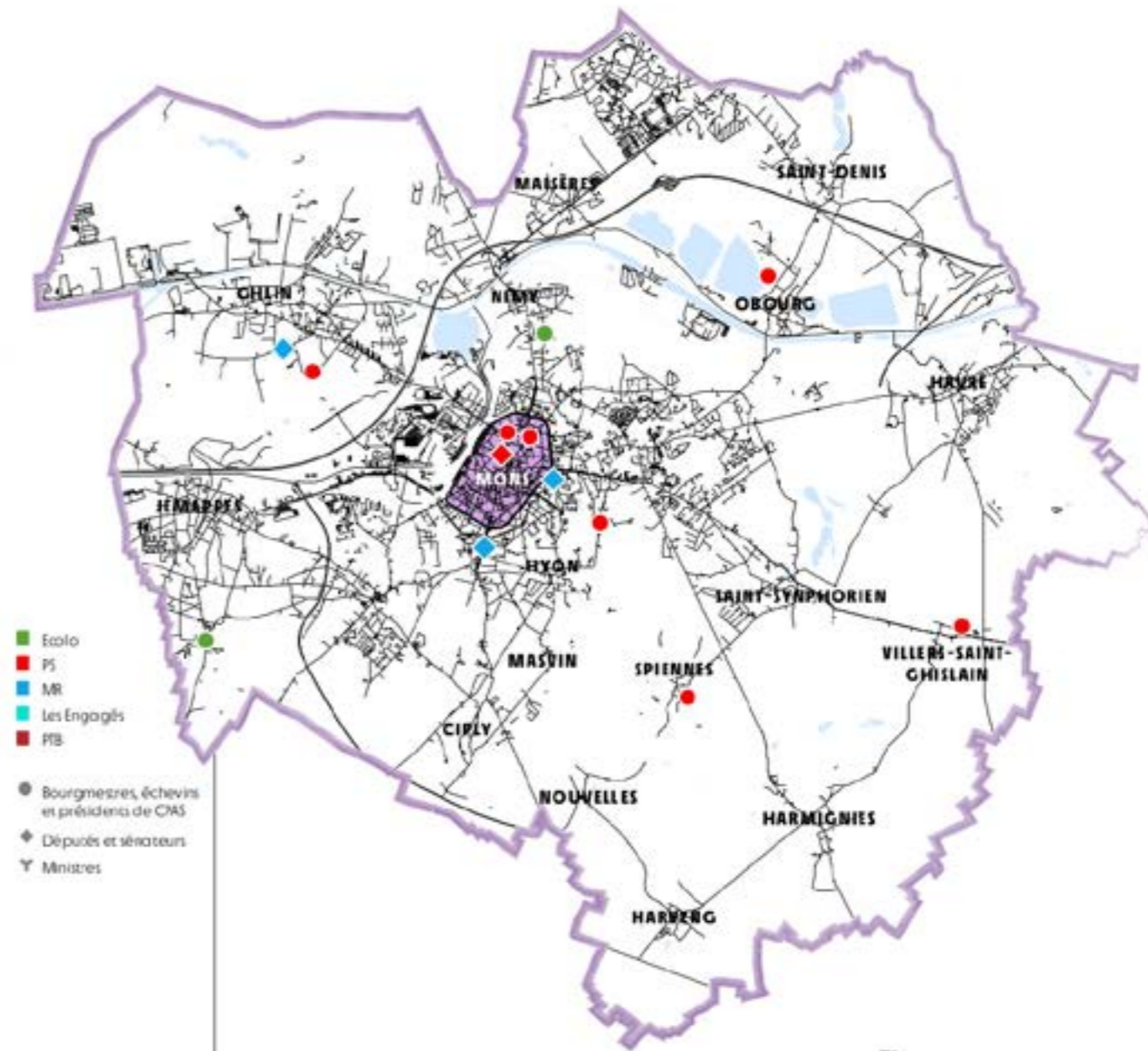
96.358

HABITANTS DU CENTRE:

10.364

ÉLUS DU CENTRE-VILLE:

3/13



Enquête réalisée avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

un Carolo avec quatre générations au-dessus de lui dans la région, il faut se lever tôt», sourit Dimitri Belayew. Ces familles se concentrent plutôt au nord du centre de Mons, plus garni en maisons cossues susceptibles de loger une ribambelle de marmots. Il n'en reste pas moins notable que cinq élus sur les treize inventoriés vivent en plein cœur de la ville.

À l'exception d'une tête de pipe dans le Mons borain — beaucoup plus pauvre et peuplé — le reste de la carte illustre bien la tentation, chez de nombreux élus, d'aller s'isoler en bordure verdoyante des villes. Avec un joli 6/7 au grand jeu de « votre élu vit-il dans une quatre-façades? ».

En octobre 2024, Georges-Louis Bouchez, président du MR, tentera de faire tomber la place forte socialiste où il a grandi. S'il est encore

domicilié à l'entrée de la ville, il vient d'acquiescer une grande bâtisse en plein centre de Mons. « À deux minutes à pied de l'hôtel de ville, ça pourrait être bien pratique prochainement... », sourit-il.

En 2023, au micro d'Arnaud Ruysen, dans l'émission le Tournant (RTBF), l'homme surprénait les auditeurs en confiant être favorable à l'arrêt de l'étalement urbain. « Je n'ai aucun problème avec ça. Oui, pour sauver le climat, il faut ramener les gens dans les villes. Soyons cohérents: pour éviter les déplacements, il faut que les gens arrivent à concentrer leur travail et leur logement au plus près. Et ceux qui habitent à l'extérieur, eh bien, il y aura effectivement une impossibilité de leur offrir l'ensemble des services qui se font à l'intérieur des villes. »